

■ Les JOP Paris 2024 peuvent incarner beaucoup plus que le discours politique actuel autour du « bouger plus » et de « mettre la France au sport ».

■ Pour se faire, il faut positionner les APS comme un des leviers majeurs de réponse aux défis de demain et y associer des politiques plus ambitieuses.

GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS

DE L'UTILITÉ DES JEUX OLYMPIQUES DE PARIS 2024

Les Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 doivent être positionnés comme un des puissants outils de transformation politique, économique et sociale d'une France en manque de repères. Pour y parvenir et créer un héritage durable, de nouveaux fonctionnements, partenariats et modes de financements sont aussi à inventer en complément des politiques sportives traditionnelles.



AUTEUR Emmanuel Bayle

TITRE Professeur en gestion du sport à l'Institut des Sciences du Sport de l'Université de Lausanne (ISSUL)

En début d'année 2023, après la question de la maîtrise budgétaire, la gestion des transports et de la sécurité a également été soulevée comme potentiellement problématique et à risques par le premier rapport de la Cour des comptes sur l'organisation des JOP 2024¹.

En outre, la grande fête populaire attendue pourrait bien être perturbée par des mouvements sociaux, sans oublier le questionnement lié à la participation éventuelle des athlètes russes et biélorusses et les oppositions prévisibles des activistes du climat.

La réponse à ces risques et critiques peut se faire de deux manières. La première est de clarifier les enjeux et de créer les conditions de les réaliser pour une meilleure adhésion des citoyens. La seconde, plus ambitieuse, serait de faire des idéaux olympiques et de ces JOP un instrument de transformation politique, économique et sociale d'une France en perte de repères.

Amer constat: les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) 2024 n'ont fait l'objet d'aucun grand débat collectif sur leurs enjeux. Aucun référendum préalable n'a été organisé, comme cela est la norme dans d'autres grandes démocraties où la population a, dans bien des cas, refusé l'accueil des JO notamment d'hiver¹. C'est peut-être pourquoi, dès leur attribution en 2017, les JOP 2024 ont été contestés par certains, remettant en question la compétition sportive effrénée, symbole du néocapitalisme et d'une mondialisation débridée, leurs coûts ou encore leurs impacts écologiques.

SIX OBJECTIFS ET EFFETS ATTENDUS

Au-delà de la capacité à organiser des méga événements dans de bonnes conditions, les objectifs et les effets attendus des JOP peuvent être classés en six domaines :

- l'accélération d'aménagements urbains (pour beaucoup dans le département du 93 pour les JOP 2024) comme ce fut le cas pour la transformation totale de l'est londonien en 2012³ ;
- le renforcement de la pratique et de la culture sportive dont l'effet n'est pas validé par les études⁴ ;

1. J.-L. Chappelet, Référendums olympiques d'hiver : les raisons de l'opposition aux Jeux, *La revue internationale de l'histoire du sport*, vol. 38, n° 13-14, p. 1369-1384.
2. Premier rapport de la Cour sur l'organisation des Jeux

olympiques et paralympiques de 2024: <https://bit.ly/3JP0KEj>.
3. S. D. Wolfe, D. Gogishvili, J.-L. Chappelet, et M. Müller, Les impacts urbains et économiques des méga-événements : mécanismes de changement dans les jeux mondiaux,

2021, *Le sport dans la société*, 1-9.
4. M. Weed et al., Les Jeux olympiques et l'augmentation de la participation sportive: une revue systématique des preuves et une interrogation de la politique pour un effet de démonstration, *Trimestriel européen de*

la gestion du sport, 2015, Vol. 15, n° 2, p. 195-226, <https://bit.ly/40gpWtO>.

- ■ une plus grande efficacité et efficience du modèle d'organisation nationale du sport impliquant une gouvernance, du siège fédéral jusqu'aux clubs, plus professionnelle, performante et responsable des fédérations sportives nationales ; cette dernière a d'ailleurs été fortement attaquée comme l'illustrent les exemples récents des trois plus grandes fédérations françaises de football, de rugby et de tennis ;
- les retombées économiques (impact touristique notamment) et sociales (fierté et cohésion nationale) qui sont souvent contestées par les experts en raison de la difficulté de les mesurer précisément et de pouvoir établir des causalités claires sur l'activité économique⁵ ;
- l'héritage, à plus long terme, matériel (les installations construites ou renouvelées) et immatériel (les liens et les partenariats noués – « Génération 2024 ») qui est mieux pris en compte depuis les JO de Londres *via* des structures et des politiques dédiées ;

- le rayonnement international caractérisé par l'image de marque d'une ville voire le marketing d'un pays ou/et par le *soft power*, instrument de la diplomatie d'un pays (pouvoir « doux » ou par influence).

Ces objectifs et ces effets sont plus facilement réalisables s'ils sont associés à des politiques d'accompagnement anticipées et mises en œuvre très en amont de l'évènement. Ils sont aussi plus faciles à justifier et à atteindre pour un pays émergent. Or, la France est déjà la première destination touristique au monde, une grande nation sportive, un organisateur des plus grands évènements sportifs et culturels. Elle dispose également d'un des *soft power* les plus élevés au monde (Martel, 2013). Elle est bien également, par son histoire et sa culture, une « Terre de Jeux », label promu par les organisateurs pour faire vivre les JOP auprès de ses partenaires et du public.



LEVIER DE TRANSFORMATION POUR LA FRANCE ?

Comment, alors, faire de ces JOP le levier de transformation politique, économique et sociale espéré ?

Trois grands défis semblent devoir être relevés :

- favoriser le sens du collectif en bâtissant un consensus « par le bas », en mobilisant non seulement les collectivités locales, le monde économique, syndical et associatif mais également les citoyens ordinaires autour des Jeux ;
- dans cette dynamique, travailler collectivement en cassant les politiques en silos, par niveaux, par univers – public, privé, associatif – et renverser le centralisme, les conservatismes, les périmètres et les statuts établis ;
- appréhender, sur le long terme, les activités physiques et sportives (APS) comme moyen d'un « mieux vivre intérieur brut »

5. A. Scheu, H. Preuß, et T. Könecke, L'héritage des Jeux olympiques : un bilan, *Journal de la gestion globale du sport*, 2021, vol.6, n° 3, p. 212-233, <https://bit.ly/40hCQYs>.

plutôt qu'un pourcentage conjoncturel de croissance ou d'un nombre de médailles.

Ces défis ont-ils été suffisamment soulevés ? La communication des JOP, *via* les mascottes en forme de bonnet phrygien symbole de « jeux révolutionnaires », se contente pour l'instant, autour du slogan « Bouger plus », de relayer le discours présidentiel visant à « mettre la France au sport ». Mais ces Jeux peuvent incarner beaucoup plus. Ils doivent infléchir les lignes politiques de la France en faisant des activités physiques et sportives (APS) un levier clé pour répondre aux défis de la société de demain : digitalisation, durabilité, égalité femmes-hommes, lutte contre la sédentarité des jeunes⁶ et le vieillissement, donner confiance en l'avenir à la jeunesse...

Pour ce faire, le sport doit d'abord être considéré comme un outil essentiel au service :

- de l'éducation : s'assurer non seulement que les trente minutes d'activités physiques quotidiennes à l'école primaire, et les trois heures obligatoires d'éducation physique et sportive soient effectives mais aussi généraliser l'utilisation du jeu, du sport et de l'olympisme comme outil d'apprentissage à l'école et en dehors, pour mieux se connaître, vivre avec les autres et leurs différences ;
- de la jeunesse et du lien intergénérationnel : accompagner et valoriser le bénévolat mais aussi renforcer l'engagement des jeunes au service des autres (service civique, volontariat associatif, volontariat international...) qui fondent des solidarités et un socle essentiels pour le fonctionnement social et démocratique ;
- de la santé globale : repenser notre système de santé en articulant les APS comme moyen de prévention et d'accompagnement thérapeutique (programme 500 maisons sport-santé depuis 2019, prescription de l'activité physique par les médecins⁷... reste encore à généraliser des dispositifs assurantiels incitatifs) ;
- du développement économique : nouveaux emplois, formation à l'innovation, à l'entrepreneuriat et au management par le sport et l'associatif, qualité de vie au travail des salariés ;
- de l'inclusion sociale : école de vie et de la deuxième chance pour une partie de la population en marge du système scolaire ou de la société, faciliter l'intégration des personnes handicapées⁸ ;
- d'un urbanisme et d'un aménagement du territoire repensés pour favoriser la mobilité active qui peuvent être une façon

presque immédiate de baisser l'impact de nos modes de vie sur l'environnement et de faire face aux menaces des maladies non transmissibles⁹.

On pourrait multiplier les exemples. Des symboles forts seront déjà portés par ces JOP :

- l'égalité en termes de genre adoptée par le CIO : avec une stricte parité entre les femmes et les hommes parmi les 10 500 athlètes qualifiés et la création de huit nouvelles épreuves mixtes ;
- la promesse de réduction de moitié des émissions liées à l'organisation des JOP : par des innovations liées à l'économie circulaire associée à une stratégie de compensation accrue des émissions de CO₂ ;
- un plan héritage et durabilité porté par les organisateurs et composé de 170 mesures.

DE NOUVEAUX MONTAGES FINANCIERS À INVENTER ?

Pour aller au-delà de nombre d'expérimentations déjà existantes ou envisagées porteuses de plus d'efficacité (retours sociaux sur investissement) et d'efficience (moins de dépenses de sécurité, de santé, d'énergie, etc.), de nouveaux modes de financements sont aussi à développer et à inventer en complément des politiques publiques traditionnelles et d'un État omniprésent : finance solidaire/verte/responsable, obligations à impact social, partenariat public-privé, mécénat, micro-crédit d'initiative populaire...

Ces JOP arrivent à un moment clé pour transformer les représentations et faire sauter les blocages dans un pays miné par les discours déclinistes. Si les JOP ne peuvent résoudre toutes les fractures, ils doivent porter une espérance de vivre et de travailler autrement ensemble à l'échelle nationale et internationale. Pour y parvenir, et aller au-delà de la simple délivrance des compétitions sportives, les politiques partenariales et de financement multiniveaux/multisectorielles et participation individuelle/collective devraient pouvoir faire corps.

Ces JOP ont donc besoin d'un message fort pour faire des APS, sur le long terme, un des cœurs battant de la nation. Si ce n'est pas le cas, ils seront au mieux un sparadrap provisoire masquant les clivages, au pire leur révélateur et ce, aux yeux du monde entier. ■

6. R. D. Neville, K. D. Lakes, W. G. Hopkins, et al., Changements mondiaux de l'activité physique des enfants et des adolescents pendant la pandémie de covid-19 : une revue systématique et une méta-

analyse, *JAMA Pédiatrie*, publié en ligne le 11 juill. 2022, <https://bit.ly/3yTSZ1I>.

7. B. Andrieu, Y. Dalla Pria, J. Mikulovic, Les promesses du sport-santé : des discours institutionnels aux

réalités du terrain, dossier Enjeux des jeux, JS 2021, n° 225, p. 20.

8. D. Charrier, S. Éloi, I. Joing, Des jeux au service d'un sport éducatif et inclusif : entre promesses et potentialités, dossier

Enjeux des jeux, JS 2021, n° 225, p. 17.

9. L'Organisation mondiale de la santé, 2021, Activité physique, <https://bit.ly/2FxzUif>.